

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METALOR TECHNOLOGIES SAS

Rue des Aquées
BP 29
28190 Courville-Sur-Eure

Références : IC260235
Code AIOT : 0010004172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement METALOR TECHNOLOGIES SAS implanté Rue des Aquées BP 29 28190 Courville-sur-Eure. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METALOR TECHNOLOGIES SAS
- Rue des Aquées BP 29 28190 Courville-sur-Eure
- Code AIOT : 0010004172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est classé pour l'exploitation d'un site de production de contacteurs électriques sous le régime de l'autorisation, en particulier pour les rubriques 2552-1 (fonderie de métaux et alliages non ferreux) et 2560-1 (travail mécanique des métaux et alliages).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 1.5.1 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 2 | Eaux d'extinction incendie - D1 VI 25/06/2020 | Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 7.7.4 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 30 jours |
| 3 | Entretien des moyens d'intervention incendie | AP Complémentaire du 02/09/2010, article 7.7.2 | / | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 5 | Émissions diffuses | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 7 | Respect des VLE - émissions canalisées | Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 3.2.3 et 3.2.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 10 | INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE À LA TERRE | Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 7.3.3.1 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 4 | Canalisation des émissions | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 6 | Surveillance des rejets - mesure | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 8 | Plan de gestion des solvants (PGS) | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 9 | Zonage des dangers internes à l'établissement | Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 7.2.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 1.5.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modifications apportées à l'installation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 03 février 2026</u> <u>en salle :</u> L'exploitant indique avoir procédé à plusieurs modifications de l'installation sans information préalable du Préfet.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'exploitant a présenté le rapport de mesure des rejets atmosphériques n° 135190948-001-1 du 22 octobre 2025 , réalisé par la société Apave. La liste des émissaires figurant dans ce rapport diffère de celle définie par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 janvier 2014. Par échantillonnage, l'inspection relève que les émissaires n°11 et n°12 ne sont plus en activité suite à l'arrêt des machines de production auxquels ils étaient connectés. |

| |
|---|
| Conclusion : écart relevé. Plusieurs modifications ont été apportées à l'établissement sans information préalable du Préfet. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 2 : Eaux d'extinction incendie - D1 VI 25/06/2020

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 7.7.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>- une réserve d'eau constituée au minimum de 300 m3 en permanence, [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>VI du 16/10/2020</u></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir modifié son projet d'implantation de réserves pour le complément de la ressource en eau d'extinction couvrant le besoin qu'il a calculé selon la règle D9 : le besoin complémentaire serait d'environ 700 m3.</p> <p><u>VI du 16/03/2023</u></p> <p>L'inspection des installations classées a reçu, par courrier du 28 octobre 2021 reçu le 15 novembre 2021, un dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant détaillant les éléments qu'il prévoit pour l'installation de réserves incendie supplémentaires sur son établissement. L'instruction de ce dossier n'est pas terminée au jour de l'inspection.</p> <p><u>Visite d'inspection du 03 février 2026</u></p> <p>en salle :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas modifié sa situation concernant l'implantation de réserves incendie complémentaires. L'exploitant a indiqué attendre le retour de l'inspection des installations classées quant au dossier déposé en octobre 2021 avant d'engager des travaux pouvant être coûteux.</p> <p>L'exploitant indique que le volume d'eau incendie a été recalculé en tenant compte des modifications apportées au site, soit la construction d'une centrale photovoltaïque au sol, d'ombrières et d'un auvent photovoltaïques ainsi que la construction d'un sas de livraison.</p> <p>Conclusion : écart relevé. Le volume de réserve d'eau incendie n'est plus adapté aux risques à défendre.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|---|
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/09/2010, article 7.7.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat de la réserve incendie |
| Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus on bon état, repérés et facilement accessibles. [...] |
| Constats : <u>Visite d'inspection du 03 février 2026</u> sur site : L'inspection constate que la bâche de la réserve d'eau incendie est dégradée. <u>Conclusion :</u> écart relevé. La réserve d'eau incendie n'est pas maintenue dans un bon état. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 4 : Canalisation des émissions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024 |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. |
| <p>Constats :</p> <p><u>VI du 17/09/2024</u></p> <p>Un incident s'est produit sur la machine GUEDU dans la nuit du 29/09/24 au 30/09/24 : l'alarme s'est déclenchée du fait de la présence de vapeurs de solvant dans l'atelier. L'opérateur ne s'est pas aperçu que les aspirations de la machine n'étaient pas en fonctionnement. Ce dysfonctionnement a engendré le rejet de 2-méthyltétrahydrofurane (CAS 96-47-9) à l'extérieur du bâtiment par l'ouverture des trappes de désenfumage.</p> <p>Il pourrait être pertinent d'asservir le démarrage des machines utilisant des COV au fonctionnement des aspirations.</p> <p><u>Visite d'inspection du 03 février 2026</u></p> <p><u>en salle :</u></p> <p>L'exploitant indique qu'un système d'asservissement du fonctionnement de la machine 8 (GUEDU) à l'aspiration a été mis en place.</p> <p><u>sur site :</u></p> <p>un test est effectué pour vérifier le fonctionnement du dispositif d'asservissement de l'aspiration avec la machine 8 (poudre GUEDU). L'opérateur arrête le dispositif d'aspiration puis tente de déclencher le fonctionnement de la machine GUEDU. Celle-ci ne démarre pas et un voyant de dysfonctionnement s'allume sur la machine indiquant un numéro d'anomalie.</p> <p>Un système d'asservissement lié au fonctionnement de l'aspiration a été mis en place. Ce dispositif pourrait être généralisé à l'ensemble des machines produisant des émissions canalisées. La non-conformité est donc levée.</p> <p><u>Conclusion : pas d'écart relevé.</u></p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Émissions diffuses

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> |

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Constats :

VI du 17/09/2024

Absence d'aspiration des émissions lors des dépotages du produit Milform dans les machines de découpe.

Visite d'inspection du 03 février 2026

en salle :

L'exploitant indique avoir proposé deux solutions pour limiter les émissions diffuses et être en attente de la validation de la DREAL pour leur mise en place. De plus, des pistolets de distribution ont été ajoutés sur les cuves du produit Milform afin de limiter les émissions diffuses lors du dépotage du produit Milform.

sur site :

L'inspection constate que les pistolets de distribution ont bien été installés. Cependant ce matériel ne constitue pas un système d'aspiration et ne permet donc pas de diminuer fortement les émissions diffuses. Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui revient de choisir le dispositif d'aspiration à partir de données relevées en conditions similaires à celles d'une utilisation en production.

Conclusion : écart relevé. L'exploitant n'a pas mis en place de moyens complémentaires pour limiter au maximum les émissions diffuses lors du dépotage du produit Milform. Le choix de ces moyens complémentaires doit faire l'objet d'une analyse technico-économique réalisée par l'exploitant afin de démontrer leur efficacité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>VI du 06/03/2025 :</u> Manque mesure annuelle sur conduit 18 en 2024 (manque de production) <u>Visite d'inspection du 03 février 2026</u> <u>en salle :</u> L'exploitant a présenté le rapport n° 135065306-001-1 du 11 août 2025 de mesure des rejets atmosphériques du conduit n°18, réalisé par la société Apave. L'exploitant a présenté le rapport n° 135190948-001-1 du 22 octobre 2025 de mesure des rejets atmosphériques de 14 émissaires, réalisé par la société Apave. La non-conformité concernant l'absence de mesure annuelle pour le conduit n°18 est levée. <u>Conclusion :</u> pas d'écart relevé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Respect des VLE - émissions canalisées

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 3.2.3 et 3.2.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AP du 02/09/2010 - Art 3.2.3</u></p> <p>Conditions générales de rejet [...] Conduit n°5 - Dégraisseur ROLL S66/ vitesse mini d'éjection en m/s: 2 [...] Conduit n°8 - Poudre GUEDU/ vitesse mini d'éjection en m/s: 12 [...]</p> <p><u>AP du 02/09/2010 - Art 3.2.4</u> Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</p> |

Conduit n°5 - COVNM: 75 mg/Nm³; COV-R40: 20 mg/Nm³
[...] Conduit n°8 - COVNM: 75 mg/Nm³;
[...]

AM du 02/02/1998 - Art. 21-III

III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

[...]

Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :

1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Constats :

VI du 17/09/2024

Consultation des rapports des campagnes de mesures annuelles 2023 et 2024.

Visite d'inspection du 03 février 2026

en salle :

L'exploitant a présenté le rapport n° 135065306-001-1 du 11 août 2025 de mesure des rejets atmosphériques, réalisé par la société Apave. Ce rapport conclut que les émissions du conduit n°18 (Local Mélange Poudre S75) respectent les valeurs limites d'émission (VLE) pour tous les polluants mesurés (COVT, poussières, métaux).

L'exploitant a présenté le rapport n° 135190948-001-1 du 22 octobre 2025 de mesure des rejets atmosphériques, réalisé par la société Apave. Ce rapport conclut que les émissions des 14 émissaires mesurés respectent les valeurs limites d'émission (VLE) pour tous les polluants mesurés (COVT, poussières, métaux). Cependant, les conduits n°5 et 8 présentent toujours une vitesse au débouché trop faible.

Conclusion : écart relevé. Les conduits n°5 et 8 présentent toujours une vitesse au débouché trop faible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

VI du 17/09/2024

Transmission des PGS 2022 et 2023 par l'exploitant.

La consultation du PGS 2023 appelle les remarques suivantes : les quantités indiquées pour les différents flux ne sont pas justifiées. Le PGS 2023 est incomplet.

Visite d'inspection du 03 février 2026

en salle :

La consultation du PGS 2024 montre que les quantités indiquées sont justifiées pour chaque flux. L'exploitant indique avoir mise en place une méthode afin de faciliter l'extraction des données du système informatique de suivi de l'activité.

La non-conformité est donc levée.

Conclusion : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations

dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanence ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Visite d'inspection du 03 février 2026

en salle :

L'exploitant présente le plan d'opération interne qui inclut notamment :

- un plan des zones à risques identifiées par des pictogrammes de dangers,
- des consignes à suivre pour chacun des risques identifiés.

sur site :

L'inspection constate que les zones à risques sont matérialisées par un panneau explicitant le danger. Les consignes de sécurité à suivre sont affichées à l'entrée de chaque zone.

L'exploitant a identifié les zones à risques dans un plan. Chaque zone est matérialisée par un affichage. Les consignes de sécurité sont consultables dans le plan de secours incendie et affichées à l'entrée des zones à risques.

Conclusion : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE À LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2010, article 7.3.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Visite d'inspection du 03 février 2026

en salle :

L'exploitant a présenté le rapport n° 135430616-001-1 du 05/12/2025 de vérification périodique des installations électriques (domaine Q18) pour le bâtiment LABO, réalisé par la société APAVE. Ce rapport conclut que l'installation est conforme et qu'aucune non-conformité n'a été identifiée.

L'exploitant a présenté le rapport n° 135430618-01-1 du 05/12/2025 de vérification périodique des installations électriques (domaine Q18) pour le bâtiment UAP2, réalisé par la société APAVE. Ce

rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion et liste les constatations suivantes :

- Atelier argent graphite (S65/68/75) : La protection de surcharge du secondaire du transformateur n'est pas correctement assurée pour le Four N°1747 CE et absence de protection vis-à-vis des surintensités sur le circuit du disjoncteur 04Q220 iDT40T.
- Atelier outillage - Local "rectifieuses" : Absence de protection vis-à-vis des surintensités sur les circuits de l'AFFUTEUSE N°1193.
- Atelier rivets (S50 - S51) - Atelier finition : Absence de protection de surcharge du récepteur pour la Pompe 2 (KM2) du REFROIDISSEUR N°0371.
- Atelier presses + ROLL (S54-S63-S66) : Absence de protection de surcharges sur le circuit de la Dégraisseuse N°1238 et pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection pour l'armoire de mesure ROLL S66 PERCHOROETHYLENE.
- Magasin matériaux cuivreux (S48) : Armoire électrique non entretenue pour l'armoire Arm. magasin stockage (01-209).
- Atelier presse (S56 - S63) : Inadaptation de la protection de surintensités sur le circuit de la SOUDEUSE N°871 et armoire électrique non entretenue pour la Presse N°1224.
- Local compresseurs : Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection pour le Sécheur d'air N°1020 iC60N et note de calcul incomplète ou incorrecte pour le Compresseur EG160P NSX400F.

L'exploitant a présenté le rapport n° 135430622-001-1 du 05/12/2025 de vérification périodique des installations électriques (domaine Q18) pour le bâtiment UAP1, réalisé par la société APAVE. Ce rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion et liste les constatations suivantes :

- Bâtiment principal - Rez-de-chaussée - Hall fabrication n° 1 (S83) : Régulateur aspiration presse C60H (Armoire BT 220 V N°2 UAP 1) : Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection.
- Bâtiment principal - Rez-de-chaussée - Hall fabrication n° 1 (S83) : Pompe distribution 2 (EAU GLACEE N°1 N°1008) : Protection de surcharge trop élevée du récepteur.
- Bâtiment principal - Rez-de-chaussée - Local traitement de fumées fonderie : Extracteur fumée fonderie : Réglage/calibre incorrect de la protection de surcharge du circuit.
- Bâtiment principal - Hall stockage : TREFILEUSE FISAM 3 : Trace d'échauffement constaté sur une borne de raccordement dans l'armoire.
- Bâtiment principal - Hall stockage : FOUR N°557 : Trace d'échauffement constaté en amont du disjoncteur chauffage.
- MCF2 - Local poudres - Atelier poudres : Dépoussiéreur C32N (Armoire poudre) : Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection.
- MCF2 - Local poudres - Atelier poudres : Pompe à vide Q7 (FOUR ELTI N°905) : Protection de surcharge trop élevée du récepteur.
- MCF2 - Local poudres - Atelier poudres : Turbine refroidissement cellule 1 (FOUR ELTI N°905) : Protection de surcharge trop élevée du récepteur.
- Bâtiment principal - Hall stockage : FOUR SOLO N°906 : Trace d'échauffement constaté sur un conducteur sous un disjoncteur C60N 3x32A.

Conclusion : écart relevé. L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours